



## *Carole ASSAF*

T: 32 4 342 30 50

F: 32 70 22 52 22

E: c.assaf@elegis.be

Office(s): Lüttich

### *Sprache*

Français  
Englisch

### *Akademische Diplome und Titel*

Erasmus à Budapest à l'Eötvös Lorand University (2018)  
Master en droit à finalité droit social à l'Université de Liège (2020)  
Master de spécialisation en droit social à l'Université libre de Bruxelles (2021)

### *Berufliche Gesellschaft*

Membre d'elegis - LEB S.R.L., société d'avocats (B.C.E. 0828.991.001)

### *Arbeitet mit*

Rodrigue CAPART, Michel STRONGYLOS

### *Publications*

- Carole ASSAF, "Groupement d'employeurs et clause résolutoire : les dispositions impératives ne peuvent être contournées", Social Eye, octobre 2024
- Carole ASSAF, "Constitutionnalité, légalité et champ d'application de la CCT 109", in 10 ans d'application de la CCT 109, Anthémis, juin 2024
- Rodrigue CAPART, Carole ASSAF, Un travailleur face à six commissions paritaires : laquelle s'applique ?
- Rodrigue CAPART, Carole ASSAF, "Conversation Messenger entre collègues : l'ingérence dans la vie privée du travailleur est disproportionnée", Social Eye, mai 2024
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Responsabilités civile et pénale de l'employeur et du travailleur en cas d'utilisation d'un véhicule", in La voiture de société face au droit : contrat de travail, Car policy – responsabilité – fiscalité, Limal, Anthémis, 2024
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "La C.C.T. n° 109 s'applique à la requalification d'une rupture de commun accord en licenciement", Social Eye, 2024
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Le cumul des indemnités liées aux motifs de licenciement", J.L.M.B., 2023/37
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Absence de système d'enregistrement du temps de travail et preuve d'heures supplémentaires", Social Eye, 2023
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Interdiction du port de signes convictionnels dans le secteur privé : la paix sociale comme objectif légitime", Social Eye, 2022
- Carole ASSAF, Rodrigue CAPART, "Audition préalable et motivation du licenciement pour les agents contractuels des services publics : quelle solution législative ?", Chroniques de droit social, 2022.